

Décembre 2016

C'est l'heure de l'engagement pour la démocratie en RDC

La situation en R D Congo est explosive. Le Président Kabila s'accroche au pouvoir et l'opposition semble avoir des difficultés à se rassembler. Comment agir concrètement pour changer cette situation ? Les citoyens européens ont leur mot à dire et peuvent s'engager pour sensibiliser la population et interpeller les décideurs politiques. Leçons apprises de l'expérience des Commissions régionales Justice et Paix de Liège, de Namur et du Brabant wallon.

Le contexte électoral en République Démocratique du Congo prend les allures d'une saga sans fin. Malheureusement, les rebondissements qui s'enchaînent depuis plus d'un an nous indiquent une dégradation de la situation démocratique dans le pays. Voici un petit récapitulatif des derniers épisodes¹.

RD.Congo : une situation explosive

Des manifestations ont eu lieu d'abord en janvier 2015 pendant 4 jours et puis, récemment, les 19 et 20 septembre 2016 à Kinshasa. Les citoyens descendus dans la rue ont protesté vivement contre le retard dans l'organisation des élections présidentielles (qui, selon la Constitution congolaise, auraient dû se tenir le 19 novembre 2016). Pendant ces deux jours de protestations, une cinquantaine de personnes ont perdu la vie à cause des violences policières, d'autres ont été gravement blessées. Depuis, la répression des membres d'une partie de l'opposition et la censure de médias, locaux et étrangers, se font de plus en plus importantes.

'Divide et impera', voici une devise que Kabila sait bien mettre en œuvre.

En effet, en novembre 2016, une partie de l'opposition est entrée en «dialogue» avec le président, en acceptant le glissement de la date des élections, reportée officiellement à

¹ Pour une analyse plus approfondie du contexte congolais voir l'analyse d'Axelle Fischer [«Élections en RDC : est-on devant une impasse ?»](#), Justice et Paix, novembre 2016 ou celle de Georges Berghezan [«DOSSIER ÉLECTIONS RDC - Le glissement suffira-t-il à empêcher la chute de Kabila?»](#), GRIP, novembre 2016.

avril 2018. En contrepartie, le gouvernement a nommé comme Premier ministre un membre d'un des groupes qui ont pris part au dialogue. Cette décision n'a pas manqué de causer une division au sein des différentes forces opposées au président.

Aux moyens mis en place par le pouvoir pour affaiblir ceux qui réclament le respect de la Constitution (qui prévoit un mandat présidentiel de 5 ans, renouvelable une seule fois), s'ajoutent les difficultés financières de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Cet organisme est censé préparer les élections, notamment en mettant à jour le fichier des électeurs. Pour une tenue des élections en novembre 2016, cet immense travail aurait dû commencer début 2015. En réalité, il vient de débuter.

Tout cela se déroule dans un contexte de ras-le-bol de la population et d'insécurité grandissante à l'est du pays. Cette région a été particulièrement, et de manière très tragique, touchée par les exactions menées par des groupes armés.

Comment agir concrètement ?

Face à cette situation complexe, que peut le citoyen «lambda» ? Notre opinion est que son pouvoir d'action n'est pas à sous-estimer. Les trois **commissions régionales Justice et Paix** l'ont fait. Quel est le bilan et les leçons apprises en cette année 2016 ?

Ces groupes, composés de citoyens et citoyennes, volontaires au sein de *Justice et Paix*, sont actifs dans trois provinces en Wallonie : Liège, Namur et Brabant Wallon. Ils ont mis en place différentes actions, avec un double objectif : informer et sensibiliser les

citoyens sur la situation en R D Congo ; interpellier les décideurs politiques, aux différents niveaux du pouvoir, sur l'urgence d'une action en faveur de la démocratie et de la justice dans le pays.

Sensibiliser les citoyens

Comment s'y prendre concrètement, pour atteindre ces deux objectifs ? Pour sensibiliser, plusieurs actions sont possibles ! Les volontaires ont opté pour des événements grand public, déclinés selon différentes thématiques : l'état de droit en R D Congo, les conditions de vie des travailleurs, en particulier des jeunes, dans les mines à l'est du pays.

Pour dynamiser ce type d'événement, nous avons mis en place plusieurs stratégies que nous considérons comme des leçons apprises en termes d'engagement et de mobilisation citoyenne :

- **Donner la parole à des personnes qui ont leur mot à dire.** Personnalités politiques, académiques, du monde associatif ou encore journalistes. Ce type de personnes parle en connaissance de cause, leur parole compte et capture l'intérêt, elle peut nous informer sur les enjeux réels d'une situation donnée. Pour approfondir les enjeux de paix et de démocratie en R D Congo, les Commissions régionales ont réussi à faire intervenir des personnalités comme Marie Arena, élue Belge au parlement européen et très active sur le dossier des «minerais de conflit»² ; Sabine Kakunga, responsable du plaidoyer sur l'Afrique centrale au CNCD-11.11.11, la coupole des ONG francophones ; Alain Lallemand, journaliste au quotidien «Le Soir», qui a été à la base des révélations sur les constructions de sociétés *off-shore* liées à l'extraction de minerais, connues sous le nom de «*Kinshasa papers*» ;

² Pour plus d'informations, voir nos prises de position sur les minerais de conflit
<http://www.justicepaix.be/-Plaidoyer-politique->

- **Proposer des témoignages.** Des personnes qui vivent au quotidien ou qui sont des observateurs directs et attentifs d'une situation donnée sont les plus à même de sensibiliser sur des enjeux, de faire passer un message fort. Chez *Justice et Paix*, nous travaillons en étroite collaboration avec des partenaires venant du Sud. Notre travail de plaidoyer consiste, entre autres, à donner une voix à ces personnes, que ce soit en présence d'un large public ou de décideurs politiques. Dans ce cadre, la Commission régionale de Namur a pu accueillir et donner la parole, face à une soixantaine de personnes, à Aurélien Rukwata Kambale, directeur de la Commission *Justice et Paix* et point focal de l'Observatoire des ressources naturelles de la CERN (commission épiscopale pour la gestion des ressources naturelles) à Butembo, dans la région du Nord-Kivu ;

- **Se rappeler qu'une image vaut plus que mille mots.** Chaque personne a une manière différente d'emmagasiner des informations ; c'est ce qui nous est expliqué dans la théorie des intelligences multiples³. Certaines personnes retiendront plus facilement ce qu'elles ont écouté, d'autres ce qu'elles ont vu. C'est pour cela qu'il est important, dans une formation ou dans une rencontre-débat, de multiplier les supports qui appellent à l'utilisation de différentes intelligences. C'est bien ce que la Commission Justice et Paix de Namur a mis en œuvre, organisant un ciné-débat autour du documentaire «*Blood in the mobile*», qui nous montre les conditions réelles de la vie des travailleurs dans les mines de l'est de la R D Congo, où une grande partie des minerais qui composent nos GSM sont extraits. Du côté de Liège, une exposition de photos sur les jeunes mineurs a touché plusieurs dizaines de citoyens et de citoyennes.

³ Pour un résumé de cette théorie
https://canope.ac-amiens.fr/cddpoise/blog_mediatheque/?p=15050

Interpeller les décideurs politiques

Si sensibiliser nos concitoyens est important, chacun d'entre nous peut aussi directement interpeller les élus et élues qui nous représentent sur des questions qui leur tiennent à cœur. La Commission Justice et Paix du Brabant wallon, composée en partie de membres de la diaspora congolaise, a pu faire peser leurs voix auprès des décideurs politiques, de manières directe et indirecte. Ils ont commencé par la création d'une pétition «Pour une alternance au pouvoir» qui a circulé dans toute la province, dans les églises et dans les associations locales, dont les autres commissions régionales. Ils ont ainsi récolté près de 1 300 signatures. *Justice et Paix* s'est appuyée sur ces signatures pour interpeller les représentants politiques belges lors d'une audition à la Chambre fédérale et dans des rencontres politiques bilatérales.

Nous retenons de cette expérience l'attention que certains décideurs politiques donnent aux revendications portées directement par les électeurs, surtout quand ceux-ci sont directement concernés par les enjeux en discussion. C'est le cas, par exemple, quand des citoyens belgo-congolais tirent la sonnette d'alarme sur la dégradation de la démocratie dans leur pays d'origine.

Des leçons apprises pour poursuivre l'action

Ces actions ont permis aux membres des Commissions d'apprendre encore plus sur la situation en R D Congo. Beaucoup de participants aux activités organisées à Liège, Namur et Louvain-la-Neuve ont partagé le même constat.

L'action entraîne l'action : grâce à l'expérience vécue et aux réseaux tissés par la Commission du Brabant wallon, de nouvelles pistes s'ouvrent pour l'année 2017, dont notamment une récolte de fonds en faveur des blessés et décédés des manifestations en R D Congo ainsi qu'une lettre ouverte aux décideurs politiques. Cette campagne d'action en faveur de la paix et de la justice en Afrique centrale mise en place par ces trois groupes de volontaires a également renforcé une dynamique d'action commune et l'échange de bonnes pratiques.

Chaque citoyen peut s'engager de manière concrète pour la démocratie et la justice. Chez *Justice et Paix*, nous nous engageons à appuyer nos volontaires dans leur action. Nous pourrions peu réaliser sans ces groupes : ils sont capables de grandes initiatives et ils ont la volonté de faire changer les choses, pour un monde meilleur, même au-delà de nos propres frontières.

Auteurs :

Porzia Stella, chargée de projet en éducation permanente
Liliane Toussaint, Présidente
Commission Justice et Paix de Namur
Denis Kialuta Longana, Président
Commission Justice et Paix du Brabant wallon
Laurent Capart, Président
Commission Justice et Paix de Liège